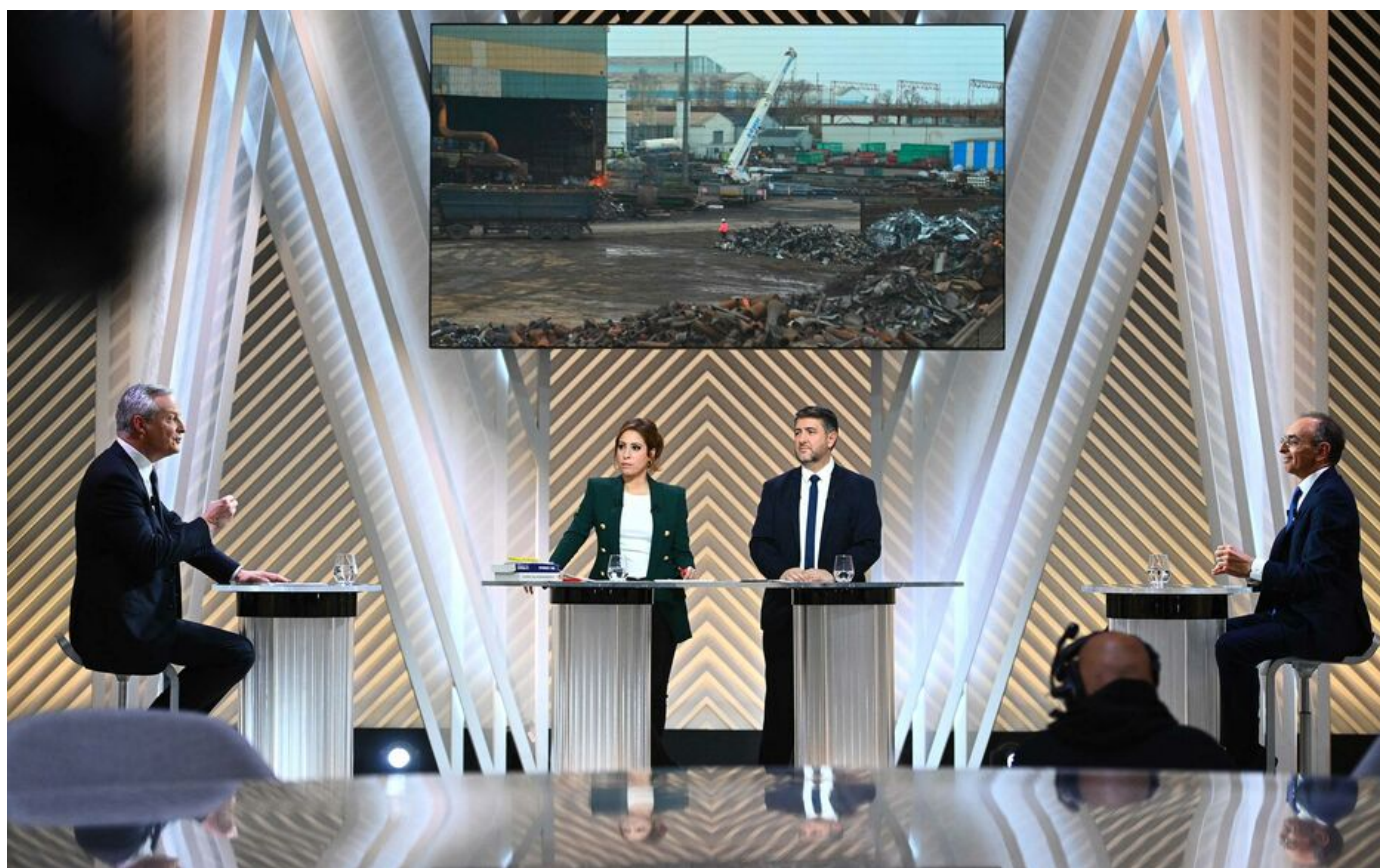


Présidentielle : franc duel entre Eric Zemmour et Bruno Le Maire

Sur leurs constats de l'économie, de la société française et de son « islamisation » par le biais de l'immigration, les deux hommes se sont affrontés sans rien se concéder jeudi soir sur France 2.



Bruno Le Maire, à gauche, et Eric Zemmour, à droite, ont confronté leurs idées et leurs arguments jeudi soir sur France 2. AFP/Christophe Archambault

Par J.Cl.

Le 10 décembre 2021 à 08h57, modifié le 10 décembre 2021 à 08h59

« Soyez humble, écoutez-moi », lançait Zemmour. « Je ne veux pas que les Français entendent des erreurs », lui répondait Le Maire. Jeudi soir, le [débat télévisé](#) entre le candidat à la présidentielle Éric Zemmour et le ministre de l'Économie Bruno Le Maire, sur France 2, a été assez agité. Chacun à un bout ou presque de l'échiquier de la droite, de centro-macroniste pour le ministre à

extreme pour le candidat, qui s'en est encore aperçu.

« Un peu d'humilité, monsieur Le Maire »

Sur l'économie, le patron de Bercy estimé que la France renouait « avec la croissance des Trente Glorieuses ». Faux pour le candidat

[2022](#) [Toute l'actu](#) [Le guide](#) [Les candidats](#) [Le calendrier](#) [Les sondages](#) [La newsletter](#)



0

2 100 milliards de dette ! L'Allemagne est à la moitié, un peu

d'humilité, Monsieur Le Maire, je vous en prie, ne prenez pas vos grands airs quand vous parlez de déficit budgétaire », s'énerve Éric Zemmour d'entrée de jeu en rechaussant ses fines lunettes.

Surjouant le calme, Bruno Le Maire baisse d'un ton la voix qu'il a déjà grave. « Non, vous n'êtes pas calme. Vous savez que ce que vous venez de dire choque tous les Français qui ont parfaitement compris que notre politique a sauvé la France d'un désastre économique », rétorque le ministre.

Éric Zemmour défend que ce n'est pas au Conseil constitutionnel de décider de la validité de sa proposition de réduire la CSG sur les salaires inférieurs à 2000 euros. « Ce n'est pas le Conseil constitutionnel qui dirigera si je suis Président. Il y a des règles de droit mais il y a aussi le peuple ». Et Bruno Le Maire de riposter : « De Gaulle disait qu'il ne commencerait pas une carrière de dictateur à 67 ans. Vous avez 63 ans, et je pense que vous avez toutes les prédispositions pour le devenir ».

Rafle du Vel d'Hiv, République, islam, banlieue...

Les deux débatteurs, qui avaient déjà confronté leurs idées en avril 2019, se sont plus heurtés la compatibilité de l'islam avec la République française, ou le rôle de la France dans la rafle du Vél d'Hiv. « Une République n'a pas à être protestante, catholique ou juive. La République c'est l'égalité des hommes et des femmes, c'est celle qui reconnaît la liberté des cultes et des convictions de chacun », attaque Bruno Le Maire, qui en veut à Éric Zemmour de ne « plus croire en la République ».

VIDÉO. Quand Zemmour drague les déçus de chez Les

Républicains, lors d'une soirée «entre amis»



« Ce n'est pas comme ça dans la réalité », lui répond Zemmour, convaincu que des « Français ont été chassés d'innombrables banlieues uniquement parce qu'ils ne voulaient pas vivre dans les mœurs islamiques ». « Quand je dis aux musulmans qu'ils doivent choisir, je leur tends la main », avance l'ancien journaliste. « Ce n'est pas une main tendue, c'est une gifle en pleine figure », s'exclame Bruno Le Maire.

Citant, dit-il, un rapport de France Stratégie, le candidat Zemmour affirme que « dans la banlieue parisienne il y a 80 à 90 % de jeunes, entre 0 et 18 ans, qui sont d'origine maghrébine ou africaine », manière d'accorder du crédit à la théorie complotiste du grand remplacement, à laquelle il adhère. Oui, « je connais des quartiers difficiles où l'Islam règne en maître, lui répond Bruno Le Maire. Mais ce n'est pas toute la France ». « Je n'ai jamais demandé aux musulmans de choisir entre leur foi et leur pays. Je leur ai demandé de choisir entre les lois islamiques et les lois de la République. Faites l'âne pour avoir du son », lance Zemmour. « Vous m'insultez, vous me traitez d'âne. Vous faites des doigts d'honneur aux gens », réagit Le Maire, en référence à la réaction d'Éric Zemmour [à l'issue d'un déplacement chaotique à Marseille.](#)

« J'avais vécu 24 heures harcelé par des antifas, je me suis énervé, je suis un Méditerranéen. (...) Je ne suis pas encore président de la République, j'ai encore des progrès à faire, ça viendra », a-t-il aussi dit au cours de la soirée pour justifier ce geste.

À lire aussi **Doigt d'honneur d'Éric Zemmour : un candidat à l'Élysée peut-il faire ça ?**

Le ton est encore monté d'un cran sur l'histoire de France pendant l'Occupation, que Le Maire a voulu réaborder. Les positions d'Éric Zemmour sont connues, les historiens lui ont répondu. « Vous devriez pleurer plutôt que défendre le régime de Vichy », accuse son contradicteur. « Je ne suis pas pétainiste » mais « la France était à Londres » avec « le général de Gaulle », donc « la France n'a aucune responsabilité dans la rafle du Vél d'Hiv, ce sont les Allemands qui l'ont imposée », a lâché Éric Zemmour. « Je suis horrifié par ce que j'ai entendu. René Bousquet, préfet de police de Paris, et Pierre Laval ont tous participé sciemment et volontairement » à la déportation « et non pas sous les ordres du régime nazi », a répondu le ministre.

« Si je me présente c'est pour arrêter l'apocalypse »

Dimanche lors de son meeting à Villepinte, Éric Zemmour, né à Montreuil de grands-parents algériens naturalisés français, s'était présenté comme « petit juif berbère venu de l'autre côté de la Méditerranée ». « Je ne suis pas berbère, je suis Français », a-t-il dit sèchement à Samia Ghali jeudi soir, l'invitée « mystère » de l'émission de France 2. « Vous devrez changer de nom car il ne vous va pas », le corrige l'élue marseillaise, d'origine berbère elle aussi, en référence à la polémique sur les prénoms francisés de l'ancien éditorialiste.

« J'ai une différence avec vous, c'est que je ne me sers pas de mes origines pour faire carrière. C'est la vraie conception de l'assimilation à la française que vous avez visiblement oubliée », lui dit-il. « Si vous êtes élu président, on aura une guerre civile, quand on aime la France, on ne prend pas le risque de la mettre en danger », estime la socialiste. « Moi ce qui m'inquiète, c'est qu'on décapite un professeur dans la rue, et que l'on n'est plus en France dans d'innombrables quartiers. La guerre civile, elle a déjà commencé au nom d'Allah Akbar. On ne tue pas en criant Éric Zemmour ». Et de conclure, un peu plus tard : « Si ie me présente

c'est pour arrêter l'apocalypse ».

Dans la rubrique Présidentielle

Présidentielle : un duo pour porter la voix de Yannick Jadot à Paris

«La situation a changé, elle veut peser de tout son poids» : le retour de l'hypothèse Taubira pour 2022

Abonnés «Son objectif, c'est de s'engager à fond» : Xavier Bertrand, la vie après la chute

 [VOIR LES COMMENTAIRES](#)

Élections



Abonnés **«Son objectif, c'est de s'engager à fond» : Xavier Bertrand, la vie après la chute**



Abonnés **La mauvaise campagne nationale d'Anne Hidalgo la fragilise-t-elle à Paris ?**

Abonnés **Présidentielle 2022 : lors de sa conférence de presse, Macron esquive mais esquisse**

Présidentielle : un duo pour porter la voix de Yannick Jadot à Paris

«La situation a changé, elle veut peser de tout son poids» : le retour de l'hypothèse Taubira pour 2022

Abonnés **«On va demander des comptes» : Anne Hidalgo dans la nasse après son appel à une primaire à gauche**

Abonnés **Zigzags fatals**

Primaire de la gauche proposée par Hidalgo : «Non», répond Yannick Jadot, «ce n'est pas le choix des écologistes»

